

16 Septembre, 2013

Chers ministres du Commerce,

Nous, organisations soussignées de la société civile, représentant des millions de membres à travers le monde, vous écrivons pour exprimer notre ferme opposition aux négociations d'un Accord sur le commerce de services (ACS) plurilatéral.

- Aux pays membres du bloc des « Vrais bons amis [des services] (VBA) » qui participent aux négociations – Australie, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Hong Kong, Islande, Israël, Japon, Mexique, Nouvelle Zélande, Norvège, Panama, Pakistan, Pérou, Corée du sud, Suisse, Taiwan, Turquie, Etats-Unis et les 28 membres de l'Union européenne – nous demandons d'abandonner les négociations
- Quant aux pays qui ne participent pas actuellement aux négociations, nous vous exhortons à enregistrer votre vive opposition et à vous engager à ne jamais joindre tout ACS potentiel à l'avenir.

Les négociations de l'ACS suivent en bonne partie l'agenda corporatiste qui consiste à utiliser des accords « commerciaux » pour consolider une dérégulation et libéralisation extrême, qui garantit plus de profits aux entreprises aux dépens des travailleurs, des paysans, des consommateurs et de l'environnement. L'accord proposé est le résultat immédiat du plaidoyer systématique des entreprises transnationales dans les secteurs des banques, de l'énergie, des assurances, des télécommunications, du transport, de l'eau et d'autres services, par l'intermédiaire de groupes de pression tels que la Coalition des industries de services des Etats-Unis (USCI) et le Forum européen des services (FES). En dépit de plusieurs crises financières, économiques, sociales et environnementales, les règles sur les services proposées pour l'ACS répliquent et dépassent largement les mêmes règles qui ont contribué à ces crises. Ces règles, contenues dans l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les accords de libre-échange (ALE), « disciplinent » les mesures gouvernementales et limitent l'espace politique pour la réglementation.

La dérèglementation du secteur financier et du capital, encouragée en partie par l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et les ALE des années 1990, a conduit à la récente crise financière globale et à la vague mondiale de récessions qui s'en est suivie. Le fait que des millions de personnes continuent à souffrir du chômage et des mesures d'austérité nous rappelle que la re-réglementation du secteur financier est cruciale pour reconstruire la stabilité et éviter d'autres crises financières et économiques.

Une forte régulation et contrôle des services fournis par le secteur public et privé est cruciale pour la démocratie, l'intérêt public et le développement et pour le fonctionnement ordonné des marchés des services. Nous craignons que ces valeurs et objectifs soient mis sérieusement en péril par l'ACS proposé.

La démocratie s'érode lorsque les décisions dans des secteurs importants – comme les services financiers (y compris les banques, le commerce des valeurs et de titres, la comptabilité et les assurances), l'énergie, l'éducation, les soins de santé, le commerce de détail, le fret naval, les télécommunications, les services juridiques, le transport et le tourisme - sont éloignés de ceux qui vivent avec ces résultats. Des régulateurs domestiques et des comités de surveillance doivent déterminer les politiques domestiques sur ces sujets et non des négociateurs « commerciaux » qui ont fait preuve d'un fort penchant à entraver les réglementations et à donner la priorité aux profits corporatistes aux dépens de l'intérêt public.

Nous condamnons fermement le caractère secret des négociations de l'ACS, où les citoyens, les parlementaires, les syndicats, les agences de réglementation, les utilisateurs de services et autres parties intéressées ont un accès limité ou nul à ceux qui fixent les mandats de négociation, aux négociations, aux documents de négociation, alors que les multinationales fixent l'agenda et ont facilement accès aux négociations et aux documents. Nous insistons sur le fait que, dans des négociations comme celles de l'ACS proposé, les textes de négociation doivent être publiés et des contributions sollicitées régulièrement de la part des agences de réglementation, des fournisseurs et utilisateurs des services publics, des parlementaires, des fonctionnaires étatiques et locaux et des organisations de la société civile. Les parlements et les législateurs doivent fixer des termes contraignants pour ces négociations, qui ne doivent pas devenir effectives sans un vote complet des élus.

L'ACS proposé est un assaut aux intérêts publics et il ne garantit pas que les investissements étrangers dans les secteurs des services promeuvent véritablement les objectifs publics et des économies durables. Nous sommes particulièrement inquiets de l'érosion additionnelle de services essentiels comme la santé et les assurances, la fourniture d'eau et d'énergie, la distribution postale, l'éducation, les transports publics, les services sanitaires et autres s'ils sont transférés à des multinationales privées et étrangères, motivées uniquement par les profits et s'ils sont accessibles seulement aux personnes qui peuvent payer les prix du marché. Ces services essentiels – y compris ceux qui sont opérés par un mélange public/privé, sont en compétition avec des fournisseurs privés ou sont payants – ne devraient pas faire l'objet de négociations commerciales à huis clos et qui ne rendent aucun compte, comme celles de l'ACS.

Nous dénonçons l'ambition des VBA de consolider encore davantage certains secteurs des services dans des règles de déréglementation de type AGCS (comme celles qui répètent l'article XVI de l'AGCS sur l'accès au marché et l'article VI sur la réglementation domestique), alors que les législateurs vont dans le sens d'une re-réglementation. Nous rejetons aussi toute intention d'adopter de nouvelles restrictions cross-sectorielles sur les licences, les standards techniques et autres réglementations intérieures (aussi des réglementations qui affectent les entreprises locales et étrangères) qui dépasseraient les règles existantes de l'AGCS et des ALE en restreignant le droit de régulation des gouvernements et des parlements.

Nous dénonçons l'intention, dans l'ACS proposé, de promouvoir la libéralisation du « mouvement temporaire de personnes naturelles », qui sont de fait des travailleurs migrants, sans garantir une protection juridique de leurs droits humains et du travail. Le mouvement de travailleurs est hors de la compétence des accords commerciaux et il doit être géré dans le cadre normatif tripartite de l'Organisation internationale du travail (OIT).

L'ACS proposé constitue aussi une menace pour les pays qui n'y participent pas. L'Union européenne et les Etats-Unis ont dit clairement que leur intention est de « multilatéraliser » les négociations. Nous appelons à la vigilance contre la détermination de l'UE et des Etats-Unis de faire de l'agenda hyper-dérégulateur et de privatisation de l'ACS la « norme » globale et de mettre la pression sur d'autres pays pour qu'ils s'y joignent, notamment des pays qui accèderaient à l'OMC. De surcroît, si l'ACS est conclu, il est à craindre que les pays signataires essaient de contourner les lignes directrices sur les négociations des services que les membres de l'OMC ont adoptées par consensus et qu'ils fassent bloc dans les négociations sur les services (AGCS) à l'OMC pour pousser d'autres pays à adopter le niveau de libéralisation et de déréglementation de l'ACS. Nous dénonçons aussi l'ACS comme une tentative de faire avancer la liste de souhaits corporatistes des pays développés pour les services, tout en abandonnant les engagements pris dans l'Agenda de développement de Doha de répondre aux demandes des pays en développement, comme réparer les asymétries existantes et les règles inéquitables sur l'agriculture.

Le monde est encore en train de se remettre de la pire crise économique depuis presque un siècle, facilitée par la déréglementation extrême de l'industrie des services financiers. Il est clair qu'une forte surveillance publique des services est nécessaire pour assurer que l'intérêt public a la priorité sur le profit privé. Nous rejetons les négociations de l'ACS, qui feraient précisément aller nos pays dans la mauvaise direction.

Signé

International and Regional organizations and Networks		
1	ACP Civil Society Forum	The Forum is a coalition of 80 not-for-profit organisations working on issues relating to ACP-EU development cooperation. It seeks to cater for the diverse range civil society development issues within the wide geographic coverage of the ACP group.
2	Africa Europe Faith And Justice Network (AEFJN)	AEFJN is a Faith-based International Network present in AFRICA and in EUROPE, established in 1988. AEFJN promotes economic justice between the European Union and sub-Saharan Africa so that the poor of Africa may look forward to a better future.
3	Africa Trade Network (ATN)	ATN is a long-standing network of civil society organisations, working on economic justice. The ATN has observer status with the African Union, and has provided a means of increased interaction between civil society groups and African governments, including the annual Conference of African Ministers of Trade.
4	Alianza Social Continental (ASC)	La ASC es un movimiento integrado por organizaciones sociales, redes temáticas y organizaciones sectoriales de todo el hemisferio Americano, desde Canadá hasta Chile.
5	Arab NGO Network for Development (ANND)	ANND is a regional network, working in 12 Arab countries with seven national networks (with an extended membership of 200 CSOs from different backgrounds) and 23 NGO members.
6	Asia Pacific Mission for Migrants (APMM)	A regional migrant centre working in the Asia Pacific and Middle East region.
7	Asia Pacific Research Network (APRN)	APRN is a network of leading research NGOs in the Asia-Pacific. It is active in promoting exchange, coordination and capacity building support in research.
8	Asian Peasant Coalition (APC)	APC is a regional network of peasants, agricultural workers, dalits, pastoralist, indigenous peoples, peasant women and rural youth representing more than 15 million members coming from 34 organizations in 9 countries in Asia. The APC advocates for genuine agrarian reform and food sovereignty.
9	Association for Women's Rights in Development (AWID)	AWID is an international, feminist, membership organization committed to achieving gender equality, sustainable development and women's human rights. A dynamic network of women and men around the world, AWID members are researchers, academics, students, educators, activists, business people, policy-makers, development practitioners, funders, and more.

10	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens - (ATTAC) European Network	ATTAC is an international organization involved in the alter-globalization movement. We oppose neo-liberal globalization and develop social, ecological, and democratic alternatives so as to guarantee fundamental rights for all.
11	Centrepour la Defense des Droits de l'Homme et de la Democratie en Afrique(CDDHDA)	CDDHDA works to ensure fundamental of Human Rights of individuals and the people are not violated in Africa and genuine democracy is established in every country in the continent.
12	Committee for the Cancellation of the Third World Debt (CADTM)	CADTM is an international network of individuals and local committees from across Europe and Latin America, Africa and Asia. It was founded in Belgium on 15th March 1990. Its main preoccupation, besides the debt issue, is the planning of activities and radical alternatives for the creation of a world respectful of people's fundamental rights, needs and liberties.
13	Coordinadora Latinoamericana de Trabajadores de los Servicios Públicos (CLATSEP)	CLATSEP es una organización regional de América Latina y el Caribe, con presencia en 15 países de la región, creada en 1970, en ese momento dentro de la CLAT para proteger los derechos de los trabajadores de los servicios públicos y privados. Hoy en día es independiente e integrada de sus afiliados con el ISP, el CLATE.
14	Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN)	DAWN is a network of feminist scholars, researchers and activists from the economic South working for economic and gender justice and sustainable and democratic development.
15	Dignity International	Dignity International's vision is of a world in which everyone enjoys human rights and lives in dignity; free from fear, poverty and discrimination. Dignity International advocates with, connects, and supports the empowerment of deprived and struggling communities in claiming their human rights, and creating social justice around the world.
16	Eastern and Southern Africa Small-scale Farmer's Forum (ESAFF)	ESAFF is a network of small holder farmers that advocate for policy, practice and attitude change that reflects the needs, aspirations, and development of small-scale farmers in east and southern Africa. ESAFF operates in 13 countries.
17	Education International (EI)	Education International is the global federation of unions representing 30 million teachers and education workers in more than 170 countries and territories.
18	European Federation of Public Services Unions (EPSU)	EPSU is the largest federation of the ETUC and comprises 8 million public service workers from over 265 trade unions; EPSU organises workers in the energy, water and waste sectors, health and social services and local and national administration, in all European countries including in the EU's Eastern Neighborhood. EPSU is the recognized regional organization of Public Services International (PSI).

19	European Water Movement	The European Water Movement is an open, inclusive and pluralistic network whose goal is to reinforce the recognition of water as a commons and as a fundamental universal right. The movement is united to fight against privatisation and commodification of this vital good, and to construct a public and communal management of water, founded on the democratic participation of citizens and of workers.
20	Food & Water Europe	Food & Water Europe monitors the practices of multinational corporations that impact our food and water. We work with grassroots organizations around the world to create a genuinely economically and environmentally viable future.
21	IBON International	IBON initiates and implements international programs, develops and hosts international networks, initiates and participates in international advocacy campaigns, and establishes regional and country offices. IBON strengthens links between local campaigns and advocacies to international initiatives.
22	Indigenous Peoples Movement for Self Determination and Liberation (IPMSDL)	The IPMSDL is comprised of indigenous leaders and advocates from different countries in Asia, Pacific, Australia, Africa, Europe and North America. The IPMSDL stands for the right of indigenous peoples to govern ourselves and for liberation from imperialism, state oppression and human rights violations.
23	IndustriALL Global Union	IndustriALL Global Union represents 50 million workers in 140 countries in the mining, energy and manufacturing sectors and is a new force in global solidarity taking up the fight for better working conditions and trade union rights around the world.
24	International Presentation Association	IPA is to channel our resources so that we can speak and act in partnership with others for global justice. IPA is present in 22 countries, both of North and South.
25	International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers' Associations (IUF)	The IUF is currently composed of 385 trade unions in 123 countries representing a combined representational membership of over 12 million workers (including a financial membership of 2.6 million). It is based in Geneva, Switzerland.
26	La Internacional de Servicios Publicos Americas - ISP Americas	In North, Central and South America and the Caribbean, 140 labor organizations in 35 countries are affiliated to PSI, with a total membership of about 3.3 million workers. The regional office is currently based in São Paulo, Brazil.
27	Latin American Confederation of Cooperatives and Mutual (COLACOT)	International organization of cooperatives and mutuals in 22 countries in Latin America, driving the Model Social Solidarity Economy to Neoliberalism.
28	LDC Watch	LDC Watch is a global alliance of national, regional and international civil society organisations (CSOs), networks and movements based in the Least Developed Countries (LDCs).

29	Marcha Mundial de las Mujeres/World March of Women	The World March of Women is an international feminist action movement connecting grass-roots groups and organizations working to eliminate the causes at the root of poverty and violence against women.
30	Mesa de Coordinación Latinoamericana de Comercio Justo-RIPESS LAC (región América Latina)	Integrada por organizaciones de comercio justo de Argentina, Bolivia, Brasil, Chile, Colombia, Ecuador, México, Perú y Uruguay. Sus tareas: articular experiencias; desarrollo de mercados; difusión de la propuesta; e incidencia política.
31	Pacific Network on Globalisation (PANG)	PANG is a Pacific regional network promoting economic justice in globalisation with specific attention to:1) Accountability and transparency in economic and trade policy processes, 2) Poverty eradication, 3) Equitable development and sustainable livelihoods (opportunity, access, impact) and 4) Food sovereignty and environmental sustainability.
32	Pax Romana ICMICA Asia	Global network of Catholic leaders committed to justice, peace and creation.
33	Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (PIDHDD)	La PIDHDD es un actor político, conformado por Capítulos Nacionales que articulan organizaciones sociales e instituciones de la sociedad civil, que promueve la plena vigencia y realización de los derechos humanos; Actualmente, se cuenta con capítulos nacionales constituidos y en funcionamiento en 16 países del continente americano: Argentina, Bolivia, Brasil, Chile, Colombia, Dominicana, Ecuador, El Salvador, Haití, Guatemala, México, Nicaragua, Paraguay, Perú, Uruguay y Venezuela.
34	Public Services International (PSI)	Public Services International (PSI) is a global trade union federation dedicated to promoting quality public services in every part of the world. PSI brings together more than 20 million workers, represented by 650 unions in 150 countries and territories.
35	Public Services International (PSI) - Central America, Mexico and Dominican Republic	In Central America, Mexico and the Dominican Republic 44 labor organizations in 8 countries are affiliated to PSI with a total membership of about 138,024 workers. The Subregional office is currently based in San José, Costa Rica.
36	Red Latinoamericana Mujeres Transformando la Economía (REMTE)	REMTE es un espacio de articulación de redes y núcleos nacionales de once países de la región, en el que participan mujeres urbanas y rurales, de ámbitos académicos, ONG y organizaciones de base. Su propósito es contribuir a la apropiación crítica de la economía por parte de las mujeres, y a la búsqueda de alternativas basadas en la justicia económica y la justicia de género.
37	South Asia Alliance for Poverty Eradication (SAAPE)	An alliance to fight against poverty and injustice in South Asia comprising journalists, academics, trade unionists, human rights activists, NGOs and other civil society actors across the region.
38	Southern and Eastern African Trade, Information and Negotiations Institute (SEATINI)	An African initiative to strengthen Africa's capacity to take a more effective part in the emerging global trading system and to better manage the process of Globalization.

39	Transnational Institute	The Transnational Institute (TNI) of Policy Studies carries out radical informed analysis on critical global issues builds alliances with social movements develops proposals for a more sustainable, just and democratic world.
40	UNI Europa	UNI Europa is a European trade union federation. It unites national trade unions organising in service and skills sectors in 50 different countries. With 320 affiliated trade union organisations, UNI Europa represents 7 million workers in key service sectors.
41	UNI Global Union	UNI Global Union is the voice of 20 million service sector workers around the world. Through 900 affiliated unions, in 150 countries UNI represents workers in the Cleaning & Security; Commerce; Finance; Gaming; Graphical & Packaging; Hair & Beauty; ICTS; Media, Entertainment & Arts; Post & Logistics; Social Insurance; Sport; Temp & Agency Workers and Tourism industries.
42	WIDE+	WIDE+ is the network that follows up the previous WIDE network, composed of feminists, NGO's, researchers, etc. that advocate for a socially just economy.

	National Organizations	
43	Fórum das Organizações Não Governamentais Angolanas (FONGA)	Angola
44	Gilbert Agricultural and Rural Development Centre (GARDC)	Antigua and Barbuda
45	Argentine Federation Of Commerce And Services Workers (FAECyS)	Argentina
46	Australian Fair Trade and Investment Network	Australia
47	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) Austria	Austria
48	WIDE – Network for Women’s Rights and Feminist Perspectives in Development, Austria	Austria
49	Center for Encounter and Active Non-Violence	Austria
50	The Federal Chamber of Labour	Austria
51	Civil Society Bahamas	Bahamas
52	Bahrain Transparency Society	Bahrain
53	Krisoker Sor (Farmers' Voice)	Bangladesh
54	Barbados Association of Non Governmental Organizations	Barbados
55	11.11.11	Belgium
56	Attac Vlaanderen	Belgium
57	Centre national de coopération (CNCD-11.11.11)	Belgium
58	Corporate Europe Observatory (CEO)	Belgium
59	Le Monde selon les femmes	Belgium
60	Belize Enterprise for Sustainable Technology	Belize
61	Dynamique OSCAF - Organisations de la Société Civile d’Afrique Francophone	Benin
62	Groupe de Recherche et d’Action pour la Promotion de l’Agriculture et du Développement (GRAPAD)	Benin
63	Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB)	Renin

64	Bolivian Platform on Climate Change	Bolivia
65	Botswana Council of Non Governmental Organisations (BOCONGO)	Botswana
66	Central Única Dos Trabalhadores (CUT)	Brazil
67	Instituto Justiça Fiscal	Brazil
68	Rede Brasileira Pela Integração dos Povos (REBRIP)	Brazil
69	Réseau des Organisations de la Société Civile pour le Développement (RESOCIDE)	Burkina Faso
70	Civil society Plat-form Action Développement et Intégration Régionale (ADIR)	Burundi
71	Eastern and Southern Africa Small Scale Farmers Forum (ESAFF)	Burundi
72	Collectif des OSC pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Rural (COSADER)	Cameroon
73	Conseil des ONG AGREES du Cameroun (CONGAC)	Cameroon
74	Association pour la taxation des transactions financières et pour l'Action citoyenne (ATTAC-Québec)	Canada
75	Canadian Environmental Law Association	Canada
76	Canadian Health Coalition	Canada
77	Canadian Union of Postal Workers	Canada
78	Canadian Union of Public Employees (CUPE)	Canada
79	Common Frontiers	Canada
80	Confédération des syndicats nationaux	Canada
81	Council of Canadians	Canada
82	Global Compliance Research Project	Canada
83	National Union of Public and General Employees	Canada
84	Public Service Alliance of Canada	Canada
85	Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)	Canada
86	Association Commerciale, Agricole, Industriel et du Service (ACAISA)	Cape Verde
87	Conseil Inter Ong En Centr Afrique (CIONGCA)	Central Africa Republic
88	Pour Social Development Cooperative (SDC - RCA)	Central Africa Republic
89	Centre d'Information et de Liaison des ONG (CILONG)	Chad
90	Chile Sustentable	Chile
91	Confederacion Nacional de Salud Municipalizada (CONFUSAM)	Chile
92	Confederación Nacional de Trabajadores del Comercio, Oficinas, Industrias y Servicios (CONSFETRACOSI)	Chile
93	Instituto Latinoamericano para una Sociedad y un Derecho Alternativos (ILSA)	Colombia
94	Red Colombiana de Acción Frente al Libre Comercio (RECALCA)	Colombia
95	Sindicato Nacional de Servidores públicos del Estado Colombiano	Colombia
96	Sindicato Unitario Nacional de Trabajadores del Estado (SUNET)	Colombia
97	Union Nacional de Trabajadores del Estado y os Servicios Públicos de Colombia (UTRADEC)	Colombia
98	Conseil de Concertation des ONGs de Développement (CCOD) du Congo Brazzaville	Congo Brazzaville
99	Cook Islands Association of Non-Governmental Organisations (CIANGO)	Cook Islands

100	Asociación Nacional de Profesionales en Enfermería (ANPE)	Costa Rica
101	Comisión Nacional de Enlace (CNE)	Costa Rica
102	Alliance Pour la Reconstruction et le Developpement Post-Conflict (ARDPC)	Cote d'Ivoire
103	Sociedad Económica de Amigos del País	Cuba
104	Afrika Kontakt	Denmark
105	Kvindernes U-landsudvalg (KULU)	Denmark
106	Organisation de bienfaisance et de développement	Djibouti
107	Kalingo Carib Council	Dominica
108	Alianza ONG	Dominican Republic
109	Ecuador Decide	Ecuador
110	Unidad Ecológica Salvadoreña (UNES)	El Salvador
111	Forum des ONG pour le Développement Durable (FONGDD)	Eq. Guinea
112	Cotonou Task Force	Ethiopia
113	Poverty Action Network in Ethiopia (PANE)	Ethiopia
114	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) - Finland	Finland
115	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) France	France
116	Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs - Initiatives pour un autre monde (Aitec-Ipam)	France
117	Coordination eau Ile-de-France	France
118	Fal 5France Amérique Latine	France
119	Solidarité	France
120	Concertation Nationale Des Organisations paysannes et des Producteurs (CNOP)	Gabon
121	Worldview	Gambia
122	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC)	Germany
123	Colibri	Germany
124	Die AnStifter e.V.	Germany
125	Ecumenical Service on Southern Africa	Germany
126	Forschungs- und Dokumentationszentrum Chile-Lateinamerika e.V. (FDCL)	Germany
127	Gemeingut in BürgerInnenhand (GiB)	Germany
128	PowerShift (Verein fuer eine oekologisch-solidarische Energie- & Weltwirtschaft)	Germany
129	Stuttgarter Wasserforum	Germany
130	Wasser in Bürgerhand	Germany
131	World Economy, Ecology & Development (WEED)	Germany
132	Zukunftskonvent	Germany
133	Agricultural Workers Union of TUC	Ghana
134	Inter Agency Group of Development Organizations (IAGDO)	Grenada
135	Save Greek Water	Greece
136	Federation de Femmes Enterpreneurs et Affairs de la CEDEAO (FEFA)	Guinea

137	Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (INEI)	Guinea Bissau
138	Women Across Differences (WAD)	Guyana
139	Palteforme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA)	Haïti
140	Programme de Plaidoyer Pour une Intégration Alternative (PPIA)	Haïti
141	Andhra Pradesh Vyavasaya Vruthidarula Union (APVVU)	India
142	Bharatiya Krishak Samaj (BKS)	India
143	Feminist Learning Partnerships	India
144	Indian Social Action Forum (INSAF)	India
145	IT For Change	India
146	National Agricultural Workers Forum	India
147	Steel Metal & Engineering Workers Federation of India (SMEFI)	India
148	Indonesian Peoples' Alliance (IPA)	Indonesia
149	Institute for Global Justice (IKG)	Indonesia
150	Institute for National and Democracy Studies (INDIES)	Indonesia
151	Resistance and Alternatives to Globalization (RAG)	Indonesia
152	Confederazione Generale Italiana del Lavoro (CGIL)	Italy
153	Fairwatch	Italy
154	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) - Ireland	Ireland
155	Irish Congress of Trade Unions	Ireland
156	Presentation Justice Network	Ireland
157	Asia Monitor Resource Centre (AMRC)	Hong Kong
158	Advocacy and Monitoring Network on Sustainable Development (AMnet)	Japan
159	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) - Japan	Japan
160	Globalization Watch Hiroshima	Japan
161	Kenya Debt Relief Network (KENDREN)	Kenya
162	Kenya Small Scale Farmers Forum (KESSFF)	Kenya
163	National Council of NGOs	Kenya
164	Social Democratic Party	Kenya
165	Kiribati Association of Non-Governmental Organisation (KANGO)	Kiribati
166	Consumers Protection Association	Lesotho
167	Eastern and Southern Africa Small Scale Farmers Forum (ESAFF)	Lesotho
168	Lesotho Council of NGOs (LCN)	Lesotho
169	Policy Analysis and Research Institute of Lesotho	Lesotho
170	West African Women Association (WAWA)	Liberia
171	Coalition Paysanne de Madagascar	Madagascar
172	Plateforme Nationale des Organisations de la Societe Civile de Madagascar	Madagascar
173	Malawi Economic Justice Network	Malawi
174	National Smallholder Farmers Association of Malawi	Malawi
175	Positive Malaysian Treatment Access & Advocacy Group (MTAAG+)	Malaysia
176	Appui Solidaire Pour Le Renforcement De L'aide Au Developpement	Mali
177	Fondation pour le Developpement au Sahel (FDS)	Mali

178	Marshall Islands Council of NGOs (MICNGOS)	Marshall Islands
179	Association pour le développement et de la promotion des droits humains (ADPDH)	Mauritania
180	Mauritius Council of Social Service (MACOSS)	Mauritius
181	Rezistans ek Alternativ	Mauritius
182	Alianza Mexicana por la Autodeterminación de los Pueblos (AMAP)	Mexico
183	Asociacion Nacional De Industriales De Transformación, A. C. Anit.	Mexico
184	Bia'lii, Asesoría e Investigación, A.C.	Mexico
185	Centro De Investigación Laboral Y Asesoría Sindical (CILAS)	Mexico
186	Coalición de Organizaciones Mexicanas por el Derecho al Agua	Mexico
187	FIAN - Sección México	Mexico
188	Jóvenes frente al G20	Mexico
189	Mujeres Por el Dialogo, Ac.	Mexico
190	Participación Organizada para el Desarrollo Regional, A.C. (PODER)	Mexico
191	Red Latinoamericana Mujeres Transformando la Economía (REMTE), Mexico	Mexico
192	Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio (RMALC)	Mexico
193	Red Nacional Género y Economía	Mexico
194	SEMILLAS, A.C.	Mexico
195	Sindicato Único Nacional de Trabajadores de Nacional Financiera	Mexico
196	Unión Popular Valle Gómez, A. C.	Mexico
197	Grupo Tacuba	Mexico
198	FSM Alliance of NGOs (FANGO)	Micronesia
199	Eastern and Southern Africa Small Scale Farmers Forum (ESAFF)	Mozambique
200	National Forum for Mozambiquan NGOs and CBOs (TEIA)	Mozambique
201	Namibia Non-Governmental Organisations Forum Trust	Namibia
202	Nauru Island Association of NGOs (NIANGO)	Nauru
203	All Nepal Peasants Federation (ANPFa)	Nepal
204	Rural Reconstruction Nepal (RRN)	Nepal
205	Both ENDS	Netherlands
206	Centre for Research on Multinational Corporations (SOMO)	Netherlands
207	Platform Aarde Boer Consument	Netherland
208	It's Our Future.org.nz	New Zealand
209	Maritime Union of New Zealand	New Zealand
210	Alliance Nationale contre la Faim et la Malnutrition du Niger	Niger
211	Association Nigérienne des Scout de l'Environnement (ANSEN)	Niger
212	Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain (COPAGEN Niger)	Niger
213	Réseau des Organisations des Droits de l'Homme et Associations de Défense des Démocratie (RODADDHD)	Niger
214	Réseau Sahel DEFIS Niger	Niger
215	Labour, Health and Human rights Development Centre	Nigeria
216	National Association of Nigerian Traders (NANTS)	Nigeria
217	Niue Island (Umbrella) Association of NGOs (NIUANGO)	Niue

218	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) Norway	Norway
219	Campaign for the Welfare State	Norway
220	Norwegian Trade Campaign	Norway
221	Norwegian Union of Social Educators and Social Workers (FO)	Norway
222	Union of Education Norway (UEN)	Norway
223	Dharti Development Foundation Sindh	Pakistan
224	Gothseengar Foundation (GSF)	Pakistan
225	Pakistan Kissan Mazdoor Tehreek	Pakistan
226	Roots for Equity	Pakistan
227	Social Alternatives for Community Empowerment	Pakistan
228	Agricultura Alternativa y de Alerta ante la Transgénesis (AGALAT)	Panama
229	Melanesian NGO Centre for Leadership (MNCL)	Papua New Guinea
230	Acción Internacional para la Salud (AIS)	Peru
231	Asociación Pro Derechos Humanos (APRODEH)	Peru
232	Centro de Derechos y Desarrollo (CEDAL)	Peru
233	Centro de Estudios y Promoción del Desarrollo	Peru
234	Centro Peruano de Estudios Sociales (CEPES)	Peru
235	CooperaAcción – Acción Solidaria para el Desarrollo	Peru
236	Derecho Ambiente y Recursos Naturales (DAR)	Peru
237	Federación de Trabajadores del agua Potable y Alcantarillado del Perú (FENTAP)	Peru
238	Frente Nacional por la Vida y la Soberanía (FRENVIDAS)	Peru
239	Grupo Género y Economía Perú	Peru
240	La Alianza Social Continental Capítulo Perú	Peru
241	la Marcha Mundial de las Mujeres de Perú	Peru
242	Marcha Mundial de las Mujeres Perú	Peru
243	Red Peruana de Comercio Justo y Consumo Ético (Perú)	Peru
244	Red Peruana por una Globalización con Equidad (RedGE)	Peru
245	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens - (ATTAC) Poland	Poland
246	Alliance of Progressive Labor (APL)	Philippines
247	Campaign for a Life of Dignity for All (KAMP)	Philippines
248	Confederation of Labor and Allied Social Services (CLASS)	Philippines
249	Cordillera People's Alliance (CPA)	Philippines
250	Initiatives for Dialogue and Empowerment through Alternative Legal Services (IDEALS)	Philippines
251	Kilusang Magbubukid Ng Pilipinas (KMP)	Philippines
252	Woman Health Philippines	Philippines
253	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) - Portugal	Portugal
254	Conseil National des ONG de Développement (CNONGD)	R.D. Congo
255	Interregional Trade Union of Health Workers 'Action'	Russia
256	Eastern and Southern Africa Small Scale Farmers Forum (ESAFF)	Rwanda
257	Rwanda Civil Society Platform	Rwanda

258	Ole Siosiomaga Society Incorporated (OLSSI)	Samoa
259	Samoa Umbrella for Non Governmental Organisation (SUNGO)	Samoa
260	Forum das Ong de São Tomé e Príncipe (FONG-STP)	Sao Tomé & Príncipe
261	Africaine de Recherche et de Coopération pour l'Appui au Développement Endogène (ARCADE)	Senegal
262	Forum Africain des Alternatives	Senegal
263	Plate-forme des acteurs non étatiques pour le suivi de l'Accord de Cotonou au Sénégal	Senegal
264	Liaison Unit of the non-governmental organisations of Seychelles - (LUNGOS)	Seychelles
265	Seychelles Farmers' Association	Seychelles
266	Africa Youth Coalition Against Hunger Sierra Leone	Sierra Leone
267	Civil Society Movement of Sierra Leone	Sierra Leone
268	Development Service Exchange (DSE)	Solomon Islands
269	Somali Organisation for Community Development Organisation (SOCDA)	Somalia
270	Alternative Information & Development Centre (AIDC)	South Africa
271	South African NGO Council (SANGOCO)	South Africa
272	South Africa - Small scale Farmers Networking Forum (SA-SFNF)	South Africa
273	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) Spain	Spain
274	Centro de Estudios e Investigación sobre Mujeres (CEIM)	Spain
275	World Democratic Governance project association (WDGpa)	Spain
276	National Fisheries Solidarity Movement (NAFSO)	Sri Lanka
277	Windward Islands Farmers' Association (WINFA)	St. Vincent & the Grenadines
278	Iyanola (St.Lucia) Council for the Advancement of Rastafari Incorporated (I.C.A.R.)	St. Lucia
279	Stichting Projekta	Suriname
280	Council for NGOs (CANGO)	Swaziland
281	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) Sweden	Sweden
282	Alliance Sud	Switzerland
283	Berne Declaration	Switzerland
284	International-Lawyers.Org	Switzerland
285	Taiwan Environmental Protection Union	Taiwan
286	Mtandao wa Vikundi vya Wakulima Tanzania (MVIWATA)	Tanzania
287	Tanzania Association of NGOs	Tanzania
288	AIDS ACCESS Foundation	Thailand
289	Alternative Agricultural Network	Thailand
290	Drug Study Group	Thailand
291	Drug System Monitoring and Development Program	Thailand
292	Ecological Alert and Recovery – Thailand (EARTH)	Thailand
293	Foundation for AIDS Rights	Thailand
294	Foundation for Consumers	Thailand

295	FTA Watch	Thailand
296	Health and Development Foundation	Thailand
297	Health Consumers Protection Program	Thailand
298	Rural Doctor Society	Thailand
299	Rural Pharmacists Foundation	Thailand
300	Social Pharmacy Research Unit, Chulalongkorn University	Thailand
301	Thai Holistic Health Foundation	Thailand
302	Thai NGO Coalition on AIDS	Thailand
303	Thai Network of People living with HIV/AIDS (TNP+)	Thailand
304	The Asia Foundation	Timor-Leste
305	Groupe d'Action et de Reflexion sur l'Environnement et le Développement (GARED)	Togo
306	Civil Society Forum of Tonga (CSFT)	Tonga
307	Grassroots Organisations of Trinidad & Tobago (GOTT)	Trinidad & Tobago
308	Rassemblement pour une alternative internationale de développement (RAID) - Association membre des réseau Attac et Cadtm	Tunisia
309	Tuvalu Association of NGOs (TANGO)	Tuvalu
310	Center for Health, Human Rights and Development (CEHURD)	Uganda
311	Eastern and Southern Africa Small Scale Farmers Forum (ESAFF-Uganda)	Uganda
312	Consumer Education Trust	Uganda
313	Banana Link	UK
314	Farms Not Factories	UK
315	Jubilee Debt Campaign	UK
316	Roj Women's Association	UK
317	The Corner House	UK
318	Trade Justice Movement	UK
319	UNISON	UK
320	War on Want	UK
321	William's Desk	UK
322	World Development Movement	UK
323	REDES-Friends of the Earth Uruguay	Uruguay
324	Alliance for Democracy	USA
325	Center for Policy Analysis on Trade and Health (CPATH)	USA
326	Food & Water Watch	USA
327	Global Exchange	USA
328	Milwaukee Clean Clothes Campaign	USA
329	Milwaukee Fair Trade Coalition	USA
330	Minnesota Fair Trade Coalition	USA
331	New Rules for Global Finance	USA
332	Public Citizen	USA
333	Texas Fair Trade Coalition	USA
334	United Electrical, Radio and Machine Workers of America (UE)	USA
335	Utility Workers Union of America	USA

336	Vanuatu Association of NGOs (VANGO)	Vanuatu
337	Aljawf Women Organization For Development (ALJWOF-D)	Yemen
338	Eastern and Southern Africa Small Scale Farmers Forum (ESAFF)	Zambia
339	Zambia Council for Social Development	Zambia
340	National Association of NGOs (NANGO)	Zimbabwe
341	Zimbabwe Smallholders Organics Forum (ZIMSOFF)	Zimbabwe